

# Le populisme du gouvernement wallon

■ En clamant sa haine de la mondialisation, il s'aligne sur la stratégie du repli sur soi chère au parti conservateur anglais et à l'UKIP. Il faut oser préférer la raison à la haine et à la peur.

**E**n l'espace d'une semaine, le gouvernement wallon a pris des positions très fortes sur le libre-échange et sur l'évolution technologique. Ces deux sujets sont liés à des émotions qui imprègnent fortement le débat public occidental. S'il est bon que la classe politique s'empare de ces sujets, il est primordial que les réponses soient à la hauteur des enjeux. Il faut que la raison l'emporte sur la manipulation des émotions.

## 1 La colère face à la mondialisation (et le refus du CETA)

Essayons de partir de faits. D'après la Banque mondiale, le nombre de citoyens du monde vivant dans l'extrême pauvreté a été divisé par deux entre 2005 et 2015. 700 millions d'individus sont sortis de l'extrême pauvreté en l'espace d'une décennie. C'est du jamais vu dans l'histoire de l'humanité. L'un des facteurs expliquant cette évolution est la levée de barrières au libre-échange, en particulier avec l'Asie et l'Afrique. Autre fait : les classes populaires occidentales sont celles qui ont le moins bénéficié du libre-échange. Leurs revenus au cours des deux dernières décennies ont grosso modo stagné (bien que la situation diffère entre les pays occidentaux). En résumé, si les inégalités mondiales ont fortement décliné, les inégalités à l'intérieur de la société occidentale ont connu le trajet inverse. Les classes populaires américaines et européennes se sentent flouées.

Faut-il dès lors revenir en arrière et fermer nos marchés ? Certainement pas ! La crise de 1929 en est la preuve tragique : le retour au protectionnisme économique ne résout pas la problématique des inégalités. Bien au contraire, le protectionnisme engendre des périls politiques bien plus grands. Fermer nos marchés, c'est mettre en danger l'émergence d'une classe moyenne dans les pays du sud sans résoudre pour autant la colère des classes populaires occidentales envers leurs élites. En refusant le traité de libre-échange avec le Canada, le gouvernement wallon pense donner des gages à un électorat populaire sensible aux thèses du PTB. Il a raison de réagir, mais il se trompe de réponse. Tout comme le parti conservateur anglais s'est trompé en se rangeant aux thèses de UKIP lors de la campagne pour le Brexit. Une stratégie de repli sur soi n'est pas la bonne stratégie face à la colère.

## 2 La peur que les travailleurs soient remplacés par des robots

Christophe Lacroix, ministre wallon des Finances a proposé cette semaine de taxer les machines qui remplacent le personnel peu qualifié. Ce faisant, il fait écho à une autre émotion qui imprègne nos sociétés occidentales : la peur du remplacement de l'homme par la machine. Cette peur est parfaitement compréhensible : selon un rapport du Conseil supérieur de l'emploi (CSE) publié en juin 2016, 39 % de l'emploi belge est fortement susceptible d'être numé-

risé. On parle d'à peu près 2 millions d'emplois. Cela veut-il dire que ces 2 millions d'emplois vont disparaître bientôt en Belgique ? Absolument pas ! Le CSE estime qu'une bonne

part des 43 000 emplois nets créés en Belgique en 2016 seront liés à la transformation numérique. D'ici à 2020, les estimations

de création nette d'emplois grâce au numérique vont de 50 000 à 300 000 en Belgique. Mais les emplois changent de nature. Ils requièrent de plus en plus de compétences numériques. Il est donc impératif d'accompagner pro-activement cette transformation. Comment ? En investissant massivement dans la formation. En faisant évoluer les mentalités. Nous devons tous oser nous transformer. Faire croire que l'on pourra ralentir l'évolution technologique en mettant une taxe sur l'innovation est un mensonge que paieront cher les travailleurs actuels et futurs.

La Belgique et le Parti Socialiste wallon ont perdu cette semaine l'une de leurs grandes consciences, Roger Lallemand, père des législations sur l'avortement et l'euthanasie. Ces législations progressistes sont l'honneur de la Belgique. Puissent d'autres consciences, aujourd'hui, faire le pari de la raison et du progrès, face à la tentation du conservatisme et de la manipulation d'émotions nocives.

→ Le titre est de la rédaction.

**LAURENT HUBLET**

Philosophe  
et économiste.